

La prime de rendement : des brioches pour le patronat et un croûton pour les ouvriers. Ce que nous nous revendiquons : l'échelle mobile des salaires et traitements en fonction du coût de la vie et des biens de consommation produits, accompagnée d'une revalorisation des salaires à la puissance d'achat de 1938.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Fondée en 1864, siège à Stockholm

★

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

NUMÉRO 3

★

JUIN-JUILLET 1947

C.N.T.

ACTION DIRECTE

BULLETIN INTÉRIEUR DU SYNDICAT INDUSTRIEL
DES MÉTAUX DE LA RÉGION PARISIENNE

SIÈGE : 15, RUE PIAT — PARIS-20°

Permanences tous les jours de 18 heures à 19 heures et le samedi de 14 heures à 19 heures.

LES AFFAMEURS DU PEUPLE

Les mouvements de grève, qui viennent de se dérouler, n'ont apporté que d'illusoire avantages à nos camarades qui ont engagé la lutte avec beaucoup de courage. Ils nous permettent pourtant, d'en tirer des déductions fort intéressantes, tenant compte des tactiques employées pour réduire les grévistes.

Non pas que certaines de ces tactiques présentent quelque chose de bien nouveau pour nous. De tout temps, lorsque les salariés arrêtaient le travail pour obtenir satisfaction, les employeurs, réunis dans leurs organisations propres, examinaient les moyens les plus adéquats pour apprêter la résistance et faire échouer la grève.

Pas un seul instant, croyez-le bien, il n'était question de savoir si les revendications étaient justifiées, ou si la situation financière des entreprises considérées permettait de donner satisfaction aux grévistes. C'était là leur moindre souci.

On essayait de localiser le mouvement, on offrait de minimes avantages aux plus timorés et, avec l'aide de quelques jaunes, on tentait de donner un semblant d'activité aux entreprises. Puis, si ces procédés ne réussissaient pas, on avait recours au moyen suprême : la faim des travailleurs.

Combien de temps pourront-ils tenir ? Telle était la question. On spéculait sur la faim de ces malheureux, surtout sur celle de leurs enfants, pour les faire lâcher prise. Il faut reconnaître que cette tactique immonde a souvent abouti. Il serait oiseux d'en donner les raisons. Bien entendu, les gouvernements de tout poil ont toujours prêté leur appui à ces pratiques inqualifiables.

On a tout de même pu constater, et c'est assez réconfortant, que cela ne se passa pas toujours ainsi. Quand les organisations syndicales étaient encore animées du souffle révolutionnaire (il faut pour cela remonter assez loin dans le temps), on ne craignait point de faire jouer la solidarité à plein, bien que l'on n'affichât pas six millions de bédouins porteurs de cartes, et qu'on n'organisa pas de processions ridicules.

On a vu des fédérations, dont les ressortissants exerçaient une profession qui n'avait aucune similitude avec celle des ouvriers en grève, et ne réclamaient rien pour elles-mêmes, décréter la cessation du travail, pour apporter leur appui à ces camarades en lutte. La Fédération du livre, par exemple, environ l'année 1906, se mettait en grève uniquement pour appuyer les revendications

des terrassiers travaillant à la construction du métro. Le mouvement tendant à se généraliser, patrons et pouvoirs publics se voyaient contraints à reculer et à faire droit aux revendications.

Cette évocation du passé nous amène tout naturellement à établir des comparaisons avec les nouvelles tactiques employées actuellement. Les gens du gouvernement et les patrons n'ont pas changé. Salauds de toute éternité, ils font leur métier de salauds et ils le font bien, rien à dire.

Quant aux dirigeants de la C.G.T., je parle bien des dirigeants et non des troupes abusées qui les suivent, en rechignant d'ailleurs, et de moins en moins nombreuses, je tiens à leur dire quelques mots :

Vous avez trahi, avant de l'abolir, la charte qui vous faisait un devoir de garder intacte l'indépendance du syndicalisme. Vous vous êtes faits les complices volontaires du patronat privé ou étatique, en prônant la production, augmentant le profit de celui-ci au détriment, bien entendu, des salariés dont les salaires restaient bloqués et que vous auriez dû défendre contre la rapacité de leurs employeurs.

Mieux encore, vous avez mis l'organisation entière entre les mains du parti communiste dont vous vous êtes proclamés les valets. Vous avez délégué au gouvernement des secrétaires fédéraux qui cumulaient leur fonction avec celle de ministre. Tant qu'ils furent au pouvoir, vous vous êtes dressés contre toute tentative de grève, insultant, par la voix de ces mêmes ministres, ceux qui de temps à autre essayaient de briser le cercle infernal dans lequel vous les aviez enfermés. (Grève des imprimeurs à deux reprises, grève des postiers, etc.)

Puis, ce fut la grève Renault, où toute politique ne fut pas absente, — nous en reparlerons, — mais qui, malgré votre volonté devint générale et força vos maîtres à quitter le gouvernement avec beaucoup de regret et, du moins ils le pensent, tout provisoirement.

Vous avez alors vaguement pris conscience que vous n'étiez plus qu'un colosse aux pieds d'argile. Vous avez essayé de reprendre vos troupes en rébellion. Vous avez profité, pour mettre fin à ce conflit que vous ne pouviez canaliser, des conditions toujours plus difficiles qui sont faites aux individus pour la satisfaction de leurs besoins vitaux. Sous le prétexte de négociations, que vous faisiez traîner, vous avez réduit ces pauvres bougres, poussés par la famine,

Les Métallurgistes veulent vivre

Depuis l'ouverture de la brèche dans le blocage des salaires, par les travailleurs de chez Renault, les mouvements de grève totale ou perlée se multiplient dans les entreprises et en particulier dans les usines métallurgiques.

Qu'y a-t-il d'anormal, quand on considère qu'alors que le coefficient du coût de la vie est passé à l'indice 12 depuis 1938 et que les salaires ne sont passés à peine l'un dans l'autre qu'à l'indice 6 ? Les travailleurs ont perdu, depuis 1938, à peu près la moitié de leur pouvoir d'achat.

Quoi de plus légitime que la révolte contre leurs maîtres et leurs gouvernants, de tous les prolos, à qui on fait supporter toutes les vicissitudes d'un régime pourri et qui en ont assez de se serrer la ceinture.

Est-ce la prime à la production, cet os à ronger jeté à la classe ouvrière, cette prime de surproduction, cette prime au sabotage qui apportera un mieux être aux travailleurs ! Nous répondrons non.

à reprendre le travail après qu'ils eurent obtenu des avantages, si l'on peut ainsi dire, absolument ridicules.

Même tactique avec les cheminots : votre fédération n'a jamais osé déclarer la grève, non que l'envie lui en manquât, pour embêter ce gouvernement qui ne se presse pas de vous rappeler, mais par crainte de jouer à l'apprenti sorcier en déchaînant des forces dont elle n'eût plus été maître, la peur aussi de cette C.N.T., dont on commence sérieusement à parler et qui va vous causer bien des soucis, je puis vous en donner l'assurance.

Les travailleurs de ce pays sont tout de même un peu moins bêtes que vous ne le croyiez. Ils comprennent de plus en plus que vous les avez dupés et nombreux sont ceux qui viennent grossir nos rangs.

Ceux qui hésitent encore à vous quitter sont bien excusables car nous, syndicaliste de longue date, qui n'ignorons point que de toutes les ambitions, celle de la politique est la plus dépravante, notre esprit se révolte à la pensée que les dirigeants de la Confédération générale du travail sont devenus ce qu'ils sont : des affameurs du peuple.

JACQUELIN,

Secrétaire général du S. I. M.

D'ailleurs, depuis longtemps, la production, en général, dans la métallurgie a été poussée à son maximum, aussi l'application de la prime à la production ne sera, dans de nombreux cas, qu'une prime illusoire et une nouvelle source de conflits.

Maintenant, c'est le gouvernement qui, une nouvelle fois, veut porter un nouveau coup au pouvoir d'achat des travailleurs. Les mesures financières qu'il envisage grèveront les budgets ouvriers d'une façon désastreuse. Augmentation du prix du pain et du lait (ces aliments indispensables), des transports et chemins de fer à la veille des vacances, ce qui obligera de nombreux travailleurs à renoncer à leurs projets d'aller à la campagne pour se refaire d'une vie exténuante de surproduction. De même que l'augmentation des tarifs de transports amènera automatiquement une augmentation de la marchandise transportée et dont les travailleurs feront toujours les frais.

Les métallurgistes en ont assez que l'on fasse semblant de leur tendre un os d'une main pour leur en reprendre un gigot de l'autre.

Les métallurgistes en ont assez de tous les politiciens, fussent-ils les dirigeants de la C. G. T. qui, après avoir essayé de briser les grèves telle celle chez Renault, font mijoter les conflits pour entretenir l'effervescence et pensent pouvoir reprendre en main les mouvements en général pour arriver à des fins politiques. Ce que veulent les métallurgistes c'est pouvoir vivre. En travaillant, ils veulent percevoir un salaire qui leur permette de vivre d'une façon normale eux et leur famille. Ils veulent le rajustement de leur salaire et l'établissement de l'échelle mobile comme corollaire indispensable. Les camarades du syndicat industriel des Métaux C. N. T. seront toujours à la pointe du combat, avec les métallos, pour la défense de leur droit de vivre et l'amélioration de leurs conditions d'existence, de même qu'ils sauront se séparer de tous les politiciens, quels qu'ils soient, quand ceux-ci voudront faire des revendications ouvrières, si justifiées, un tremplin politique.

René DOUSSOT.

Pendant la grève de chez Renault, les minoritaires cégétistes qui dirigeaient le comité de grève clameront leur fidélité indéfectible à la C.G.T. au nom des principes de solidarité ouvrière.

Le 7 mai, les cantines, qui continuaient à fonctionner jusqu'à ce jour, vendant les repas au prix habituel, furent occupées par les cuisiniers improvisés de la C.G.T. pour distribuer des repas gratuits. Qui, mais pour y avoir droit, il fallait un bon du délégué syndical, c'est-à-dire que seuls les encartés sélectionnés à la grande centrale purent en bénéficier. Quant aux autres, puisque la cantine, de ce fait, était supprimée, ils n'avaient plus qu'à se rendre au restaurant, aller déjeuner chez eux ou avaler des courants d'air.

Mais puisqu'on vous dit que la C.G.T. est une grande famille, il faut que certains manient le martinet, que d'autres goûtent au pain sec ou jeûnent; c'est un sûr garant de l'union.

Dans la C.G.T., la solidarité prend quelquefois des aspects inattendus et originaux. Le même jour, à 12 h. chez Citroën, rue Barlad, trois ouvriers et une ouvrière de la maison Renault se mirent à distribuer des tracts du comité de grève faisant appel à la solidarité agissante des métalurgistes pour appuyer leur mouvement. De Gutenberg sortirent en trombe quelques énergumènes, les fiers à bras de la cellule, qui rosèrent copieusement les quatre camarades de leur syndicat et détruisirent les feuilles dont ils étaient porteurs.

La C.G.T. venait de remporter un brillant succès, empreint d'une grande solidarité.

Dans l'interview accordée par M. Jacques Duclos au « New York Herald », le 6 mai, nous lisons: « Les gens qui parlent aujourd'hui d'une grève générale en France sont des imbéciles ».

Evidemment, depuis qu'il a abandonné la pâtisserie pour la cuisine politique, le pain quotidien n'est pas au nombre de ses soucis. Ayant fait sa révolution avec la mentalité d'un bon bourgeois parvenu, il juge les croûtons bons pour les ouvriers et les tartines de confiture pour lui et ses pareils en gesticulations oratoires.

Les pères chartroux peuvent sans contester revendiquer le challenge de la production mis en compétition par le syndicat des métaux cégétiste. Le dernier bilan de leur exploitation « La Bénédicte » accuse de substantiels bénéfices atteignant le montant du capital investi. Du 100 %, quoi! Pas mal, en attendant que le slogan: « Plus de manches! » remplacé celui de: « Retrouvez vos manches ».

Charité chrétienne bien ordonnée commence par soi-même. Cependant, que vont penser les paroissiens syndicalistes de la C.F.T.C. qui, comme fine liqueur, peuvent tout juste s'ingurgiter de l'eau bénite, tandis que l'escarcelle à clés et à combinaisons de ces faux frères prend chaque jour des dimensions plus imposantes. Ça ne les empêche pas de nier la division de la société en classes.

Au début du conflit de la régie Renault, ça pétaradait au parti socialiste et au « Populaire ». Les grévistes avaient raison, le comité de grève aussi, les revendications devaient être étudiées... Puis, la crise ministérielle. On parla de la grève comme l'on parle d'un incident quelconque, en accordant la priorité aux propos et gestes de la

C.G.T. ou de sa section syndicale. Pour les salaires, Daniel Mayer étant au ministère du Travail, alors vous comprenez... En somme, c'est ce qu'on appelle le soutien à l'éclipse.

La Sécurité sociale serait une chose convenable si elle n'avait déchainé les appétits des hommes d'affaires et les combinaisons plus ou moins suspectes des politiciens pour mettre la main dessus. Toutes les semaines des retenues imposées obligent le travailleur à « éparpiller » des sommes qui constituent une fiscalité d'un nouveau genre. En échange de quoi il aura la faculté de temps à autre d'être les administrateurs des caisses de Sécurité sociale. Mais pour ce qui est du contrôle effectif de l'utilisation des capitaux constitués par les prélèvements sur les salaires, ça, c'est une autre histoire. D'ailleurs, rien n'est prévu pour le documenter et lui fournir une idée du mouvement des fonds. Il est probablement jugé plus sage de le dépouiller les yeux bandés.

Pour pallier les insuffisances d'information, mettons-le au courant de la nature de certaines opérations.

Pour l'année 1947, la Sécurité sociale brassera environ 250 milliards. Par elle, ils seront versés à la Caisse des dépôts et consignations. Cette dernière qu'en fera-t-elle? Ce qu'elle fait habituellement: elle les prêter, mais à qui? C'est ce que nous allons voir en partie. Au début de cette année, le Crédit Foncier avait besoin d'argent, beaucoup: douze milliards. La réussite d'un emprunt sur le marché s'avérant difficile, sinon impossible, il s'adressa à la Caisse des dépôts et consignations qui lui lui prêta ferme. Et le gouverneur du crédit d'entonner des louanges à l'adresse des institutions de prévoyance qui deviendront un réservoir de capitaux dans lequel puiseront les affairistes de la reconstruction.

La Sécurité sociale peut devenir ou deviendra un réservoir sans fond où chaque goutte de sueur des ouvriers servira à cimenter des fortunes honteuses et à alimenter des scandales financiers périodiques.

Ce n'est pas de cette sécurité sociale-là que nous voulons, avec la séquelle de combinaisons malpropres qu'elle alimente.

Dans les usines de la R. P., des groupements gaullistes ont fait leur apparition. On chuchote que le général serait pacifiste, abondant, syndicaliste, fédéraliste, régionaliste, tout et tout. Tout de même, si ces ouvriers avaient un peu de jugeote et un peu de mémoire, ils se rappelleraient que Mussolini, avant la marche sur Rome, avait un programme bien plus audacieux que celui-là. Mais, puisqu'ils sont sur la galère (Thierry d'Argenville doit probablement larguer les voiles), qu'ils demandent donc au général s'il a l'intention d'expropriier les détresseurs du travail, d'opérer une mutation de la propriété privée remettant les moyens de production et d'échange entre les mains des travailleurs. Sinon, sa « révolution nationale » n'est qu'une grandiloquente mise en scène, avec les classiques décors du conservatisme social et les privilégiés comme chefs d'orchestre.

Ce n'est pas un capitalisme humanisé par l'eau bénite, un régime où les ouvriers seraient attachés aux exploiteurs par des chaînes dorées, où les maraquages en série seraient faits avec un crucifixa

que veulent les travailleurs, mais la disparition de toute exploitation de l'homme par l'homme.

Selon Benoît Frachon, d'après les propos qu'il tint devant les délégués des sections syndicales de la R. P., le samedi 10 mai, l'unité idéologique au sein de la C. G. T. ne pourra se faire tant que ne sera pas modifié l'article du statut qui indique que cette dernière poursuit la lutte pour la suppression du salariat. D'accord avec lui, il a mille fois raison. On peut même le faire disparaître, d'autant plus que les ouvriers se rendent compte chaque jour davantage que ce n'est pas dans les intentions et les calculs des dirigeants de la C. G. T. Quant à l'unité, les amateurs de bigophones, de cotillons, de travestis et de chars burlesques, ils la réaliseront facilement les jours de procession ou de mascarade, à l'occasion du 1er mai, par exemple. Pour ce qui est du reste, nous ne répondons pas de la casse. Quant à nous, l'unité véritable, celle d'action, nous nous efforcerons de la réaliser autour de la C. N. T.

LES VIRTUOSES DE LA CALOMNIE

Notre camarade responsable de la section syndicale C.N.T. ayant été injurié ignominieusement par le parti communiste dans le journal L'Étincelle, a fait parvenir à ce dernier la lettre qui suit:

M. le directeur du journal L'Étincelle de Boulogne-Billancourt.

Monsieur le directeur, Etant mis en cause dans un article paru dans votre journal du samedi 15 mars 1947, et intitulé: « Les agents de la réaction à l'œuvre », en vertu du droit que me concède la loi, je vous prie de bien vouloir faire insérer, en mêmes caractères et place, le rectificatif souligné à la fin de ma lettre.

Tout d'abord, je ne relève pas les attaques virulentes et mensongères du début de l'article. Ce langage familier n'est que trop connu et n'offre plus d'intérêt pour la majorité de la classe ouvrière. Par contre, j'éleve une vive protestation pour la fin de ce même article, dont j'extrait le passage suivant:

« Pour gagner son avoine, en plus de son travail de diviseur, il se montre extrêmement sévère sur le contrôle des pièces, faisant mettre à la ferraille des pièces parfaitement utilisables, comme les cylindres, par exemple. Ces pièces coûtent très cher, mais peu importe; pour nuire à la réussite de la régie, tous les moyens sont bons... »

Il est particulièrement regrettable

Chaque adhérent du Syndicat des métaux se fait un devoir de lire l'organe de notre C. N. T., « Le Combat syndicaliste », ce qui est bien. Ce qui serait encore mieux, c'est que chaque camarade souscrive un abonnement.

En étant assuré d'avoir son journal à domicile dès sa parution, l'abonné procure à notre organe des ressources qui lui permettront de devenir rapidement hebdomadaire.

CAMARADES METALLURGISTES, ABONNEZ-VOUS AU « COMBAT SYNDICALISTE ». FAITES ABONNER VOTRE ENTOURAGE.

Abonnement: 10 numéros, 60 fr.; 20 numéros: 120 fr. On peut souscrire les abonnements à nos permanences ou à A. Le Marc, 47, rue de la Victoire, Paris-9°. Compte chèques postaux n° 5.506-36 Paris.

uns ait trouvé là un couronnement.

Le Journal Officiel, du 21 juin, a publié le texte concernant les primes à la production. Ce texte prévoit l'accord des employeurs et des salariés pour fixer les modalités de leur attribution. La C.G.T., qui ne manque jamais une occasion de faire preuve de « compréhension » et de son attachement à « l'intérêt national » a pris langue avec les représentants patronaux.

A cet effet, il n'est pas inutile d'indiquer la position de la C.G.T. sur ce problème et d'en tirer les conclusions qui en résultent. La prime au rendement ne peut être individuelle, mais collective, par atelier ou par équipe. Elle est attribuée à tous les exécutants, quel que soit leur qualification, d'une tâche ou d'une besogne directement productive, ouvriers, régisseurs, chefs d'équipe, etc. Les normes de travail du vent être établies d'après le dernier mot de la psychotechnique, une rationalisation humanisée qui tienne compte des facteurs humains pour obtenir un meilleur rendement, une productivité plus grande. Les normes fixées, on totalise le nombre d'heures passées effectivement à l'exécution du travail après déduction du temps perdu par chaque membre de l'équipe pour des raisons qui, quoique liées au travail en question, ne sont pas productives: manque de courant, entretien, comptabilité du chef d'équipe, etc. Le boni de temps réalisé par l'équipe pour exécuter le travail est divisé par le temps que l'équipe aurait dû réellement passer afin d'obtenir le coefficient de majoration du salaire, coefficient qui s'applique au taux de base ou à l'échelon hiérarchique de chaque membre de l'équipe. Le bénéfice que pourrait faire l'employeur par la diminution des frais généraux, en conséquence de l'augmentation de la production, est destiné à l'octroi d'une prime de rendement au personnel de direction et d'administration, selon les indices hiérarchiques; directeurs, ingénieurs, architectes, dessinateurs, sténos, etc. Aux dires des protagonistes de ces propositions, l'aménagement du travail, selon ce système, empêcherait la constitution d'un superprofit capitaliste... En même temps ils s'opposent et au salaire proportionnel et à la répartition des bénéfices susceptibles d'intéresser trop étroitement l'ouvrier à la marche de l'entreprise et de lui faire accepter des travaux illicites pour accroître les bénéfices de l'entreprise.

Voici exposé, aussi objectivement que possible, la thèse de la C.G.T. Maintenant, voyons en les conséquences.

La première constatation: c'est qu'elle écarte les branches de l'éventail hiérarchique. Supposons une équipe composée d'un chef d'équipe et de quatre ouvriers de même qualification, le premier ayant un salaire de 100 francs de l'heure, les autres de 60 francs. L'équipe a 200 heures pour exécuter un certain travail, déduction du temps perdu pour des travaux accessoires, mais non productifs, entretien, panne, comptabilité du chef, le temps passé « selon les prévisions » uniquement à l'accomplissement du travail proprement dit est de 150 heures. Si le boni de temps est de 40 heures, par exemple, le coefficient de majoration du salaire sera de 25 %, qui s'appliquera à chacun en tenant compte de son degré hiérarchique. La différence de salaire entre le chef d'équipe et les ouvriers qui était de 40 francs primitivement,

RECTIFICATIF

Contrairement aux affirmations parues dans ce journal, les pièces-cylindres de pompe à combustibles n° 3.518 023 n'ont pas été mises à la ferraille sur mes ordres. Tout d'abord considérées inutilisables par la commission d'examen d'acceptation des pièces hors tolérance, ces pièces (trois mille) seront récupérés suivant une suggestion émise par moi-même à la suite d'essais entrepris personnellement bien avant la parution de votre journal.

Faute de quoi, je serai en droit de vous poursuivre pour diffamation.

Veuillez agréer, monsieur, mes salutations distinguées.

Inutile de dire que cette rectification n'a jamais paru. Le parti communiste a autre chose à faire que d'informer honnêtement les lecteurs de sa presse.

Elle leur afit donc bien peur notre vague de syndicalisme pour qu'ils la combattent avec autant de cynisme. Partout, en plus de la chasse sur les chantiers ou dans les usines contre nos adhérents, les injures et les calomnies pleuvent, pensant nous réduire ainsi. Quoique nous soyons habitués à ce genre de dialectique marxiste depuis que nous suivons inexorablement la tâche que nous nous sommes fixée: donner une force nouvelle au syndicalisme véritable, le congrès de l'U. D. des syndicats cégétistes de la Seine nous oblige à sortir de notre impassibilité habituelle.

Le fonctionnaire inamovible Hénaff, le conspué de chez Renault, n'a pas manqué de baver sur nous. — Ça devient une hystérie chez lui — en déclarant que nous sommes dirigés par une bande de canailles et d'espions à la solde de Franco. Pour ce qui est de la réalité, il doit s'y connaître, lui qui ne connaît que le son du Kremlin, ce qui l'oblige à jurer les autres au travers de lui-même.

Soutiens, agents de Franco, mais il n'y a pire que lui et ses semblables. La lutte contre le Caudillo a commencé le 19 juillet 1936 par les syndicalistes de la C. N. T. espagnole. Seuls, parmi l'indifférence le tous, ils livrèrent des combats mémorables, montant à l'assaut des casernes et les tranchements adverses avec des armes de fortune, quelquefois n'ayant que leur poitrine pour disputer la liberté à un ennemi de classe puissamment armé.

Les siens, où étaient-ils à ce moment? Qu'il nous le dise, mais l'Histoire n'en porte pas trace. Plus tard, quand ils montrèrent le bout de leur nez, ce fut pour organiser l'assassinat méthodique, non pas des fascistes, des franquistes, mais de ceux qui luttaient contre Franco. Avec le chantage des armes russes qui n'arrivaient jamais, si ce n'est pour eux, ils désorganiserent le front, privant d'armes les syndicalistes de la C. N. T. aux endroits stratégiques les plus sensibles. Leur haine de la révolution sociale totale fut telle que les bandes qu'ils chérissaient détruisirent les collectivités agraires pour

remettre celles-ci entre les mains des anciens propriétaires. Les sentiments qu'ils introduisirent parmi les combattants amenèrent l'incohérence et l'impuissance qui ne profitèrent qu'au dictateur actuel de l'Espagne.

Depuis, la C. N. T. est toujours présente en Espagne pour mener la lutte contre Franco, dans les usines et dans les maquis. Ce triste individu, cette canaille débordée du mouvement ouvrier, qui fait sa révolution avec l'argent des syndiqués, en attendant de faire sa révolution avec la peau des autres, ce qu'il craint, en nous, c'est d'être au chômage un jour, quand la vérité aura dessillé les yeux de nos camarades des usines.

En attendant, ceux qui nous cotoient à l'usine, qui savent ce que nous pensons, qui nous voient agir, ceux-là jugeront et penseront comme nous: c'est un goujat et une canaille. De tels procédés, de telles méthodes de discussion nous ont fait sortir de la C. G. T. Nous savons bien que d'autres, qui y sont encore, des syndicalistes sincères, sont écœurés, comme nous le fûmes, et qu'ils cherchent une occasion pour rompre, pour sortir de cette maison de plus en plus inhabitable. Il y a quelque temps, dans le Midi, il y eut une tentative de constitution d'une C. G. T. indépendante. Elle échoua faute de troupes — la C. N. T. était déjà constituée et active. On essaie, présentement, de créer les bases organiques pour la réussite d'une nouvelle opération de ce genre. Qu'est-ce que pourrait bien être cette centrale? Si les gens qui l'ambitionnent sont d'intentions pures, honnêtes et indiscutablement syndicalistes, ignorent-ils la C. N. T.? Sinon, ce projet ne peut être exécuté que par des éléments qui obéissent à des mobiles politiques: avoir leur centrale face à celle du parti communiste.

Le syndicalisme, c'est une doctrine; il a ses moyens d'action propres, c'est le nôtre; il n'y en a pas autant qu'il y a de couleurs dans l'arc-en-ciel. Les syndicalistes seront avec nous; quant aux autres, quoi qu'ils fassent, nous savons ce qu'ils sont.

« Les Bleuets », 57, boulevard Voltaire. Aulnay-sous-Bois. — Permanence tous les dimanches de 9 à 12 heures, au café du « Petit Cyrano », place de la Gare. Argenteuil. — Permanence, 42, rue de Paradis, le 2e dimanche de chaque mois, de 10 à 12 heures. Goussainville. — Permanence tous les 2e et dernier dimanches de chaque mois à « l'Hôtel de France ». Croissy-Chatou. — Pour tous renseignements et adhésions, s'adresser provisoirement à E. Mèche, 3, rue de l'Ecluse à Croissy. Versailles. — S'adresser à Besnier Henri, 66, impasse Nungesser-et-Coli, Versailles. Adhésions, cotisations. Boulogne-Billancourt. — Permanence tous les soirs à 18 h. 30, 160, rue de Sully. Bois-Colombes. — Pour adhésions et renseignements adressez-vous le dimanche matin de 11 h. à midi: « Café de la Mairie », 10, avenue Henri-Barbusse, Colombes.

NOS PERMANENCES

ATTENTION. — A partir du 15 juillet, le siège du syndicat, actuellement 13, rue Piat, sera transféré 39, rue de La Tour-d'Auvergne. Permanence tous les soirs de 18 heures à 19 h. 30.

Section locale du 15e. — Permanence tous les lundis à 18 h. 30, 143, rue de Lourmel, bar de « L'escalade ».

Suresnes. Section locale. — Permanence tous les mardis à 18 h. 30, au « Panier fleuri », 35, quai Gallieni.

Charenton. — Permanence 2e et 4e dimanches du mois, 3, place Arthur-Dussaut, face à l'horloge de mairie.

Villejuif. — Permanence tous les dimanches de 9 à 12 heures. Café des « Sports », route de Fontainebleau, terminus 180.

Asnières. — Permanence le mardi de 18 h. 30 à 20 h., café

DANS LES USINES

REMOUS CHEZ UNIC

Après le déclenchement de la grève des usines Renault, grosse effervescence des ouvriers de l'entreprise. Discussion passionnée pour soutenir le mouvement et solidarité pécuniaire ; le lendemain de la grève, 2.000 francs collectés et portés le jour suivant au comité de grève de chez Renault par une délégation d'ouvriers adhérents à la C.N.T. et à la C.G.T.

Parallèlement à cela, réunion du personnel par la C.G.T. où les camarades de la C.N.T. furent sollicités pour appuyer une grève de solidarité envers les grévistes de chez Renault, discussion d'action reportée à plus tard en raison du peu de présents.

Le lundi distribution de tracts par notre section syndicale pour le soutien effectif de la grève. Mardi, débrayage de l'usine A. Grande réunion du personnel : 1.200 présents. Mais, par ordre supérieur, les responsables de la C.G.T. organisent le sabotage de l'action commencée, malgré le vote de la commission exécutive de la section syndicale C.G.T. de chez Unic qui était pour le vote secret : 350 pour, 800 contre la grève. Le travail repris à contre-cœur, comme si une mauvaise action pesait sur la conscience du personnel.

Le soir, les ouvriers de chez Renault qui croyaient Unic débrayé entrèrent à leur tour dans l'action.

Le lendemain nouvelle effervescence dans les usines Unic, débrayage à l'atelier des moteurs des vilebrequins et des pièces détachées, enfin, arrêt complet de l'usine A. Le personnel est de nouveau convoqué en réunion, puis invitation d'un délégué de la C.N.T. à la réunion de la C.E. de la section syndicale cégétiste.

Par l'unanimité, il était 11 h., la grève était acquise par un vote. Une délégation se rendit à la direction qui refusa de montrer ses livres de comptes — suggestion émise par le secrétaire du syndicat local de la C.G.T. pour savoir si le patron pouvait accorder une augmentation de salaire. Quel taruffe !

Vu l'heure du déjeuner, le compte-rendu de la délégation fut reporté à 13 h. 30. Mais, entre temps, le délégué appointé du syndicat local avait eu le temps de prendre des directives à la C.G.T. et, à la réunion, changement de program-

me ; on était pour la grève tout en étant contre. Vote à bulletin secret : 525 pour et 850 contre ; la grève était sabotée une fois de plus. Désillusions pour les ouvriers, mortifications insupportables, la rage au cœur on reprend le boulot.

Après la liquidation de la grève Renault, tout danger de grève générale étant écarté, retour à la direction pour nos revendications, mais la direction ayant tâté le pouls de l'usine refuse de discuter avec les délégués. Les ouvriers ripostent par l'application de la grève perlée. Pendant 5 jours, malgré l'abaissement de la production, la direction s'obstina à ne pas recevoir les délégués, mais fut finalement contrainte de revenir à une attitude plus normale grâce à un nouveau débrayage, cette fois-ci massif.

La discussion avec le directeur était par trop limitée, les délégués exigèrent le patron diplomatiquement malade d'abord, qui, vint, après de nombreuses démarches, pour déclarer qu'il opposait un refus aux revendications, sous prétexte que l'entreprise est en déficit. Le blocage du patron dans son bureau fut décidé, le midi, tout l'après-midi et le soir dans une discussion il indiqua qu'il accepterait, mais pas sous la contrainte. Dans la cour de l'usine le personnel fut réuni. Alors, camarades, ce fut piteux. Tout le travail de sabotage de la combativité ouvrière fait par la C.G.T. est apparu, comme des crocs qui entrent dans la chair ; le vote publiquement fait, à droite les partisans de la grève avec occupation de l'usine. 300 environ s'y rallièrent et tout le restant contre.

Voilà camarades, le résultat de la politique néfaste de la C.G.T. politique de gesticulation et de temporisation, tandis que la situation requiert une action virile, débarrassée de toutes considérations politiques.

Il ne reste plus qu'un seul moyen, une seule arme, pour nous défendre et mener une action positive : la C.N.T.

Par un véritable syndicalisme révolutionnaire, gage de victoire pour la suppression du salariat et du patronat, et la fin de toutes nos misères, renforcez nos sections syndicales.

CHEZ HISPANO-SUIZA (Bois-Colombes)

A la suite des concessions sans cesse renouvelées de la C.G.T. devant le patronat et aussi devant l'attachement des responsables syndicaux à la politique gouvernementale du sinistre ministre du Travail, le cher Ambroise, auteur du blocage des salaires, de la loi interdisant le départ d'une usine pour une autre sans son autorisation, de la loi sur les conventions collectives de décembre 1946, enfin du renoncement des bonzes syndicaux de toute action révolutionnaire, du sabotage des grèves des travailleurs du Livre, des mineurs du Pas-de-Calais, de chez Renault et autres, une minorité importante de chez Hispano, comme de beaucoup d'autres usines, a décidé de revenir à la conception de « La lutte de classes », a abandonné la C.G.T. et a adhéré à la C.N.T. seule organisation syndicale révolutionnaire.

Camarades syndicalistes de chez Hispano, continuerez-vous longtemps encore à payer vos cotisations à une organisation de jaunes, d'affameurs, de menteurs et d'hypocrites, j'espère que les derniers événements vous auront ouvert les yeux, que vous ne voudrez plus suivre le chemin que vous indiquent les faux bergers de la C.G.T. et que vous rejoindrez nos rangs afin que tous unis dans un syndicat indépendant de toute tutelle politique, nous fassions triompher nos mots d'ordre, contre le travail aux pièces, rendement, primes, pour un salaire vous permettant de vivre à vous et aux vôtres, pour l'échelle mobile, pour l'abolition du patronat, serait-il étatiste, adhérez tous au « Syndicat industriel des métaux » de la C.N.T.

LA GRÈVE DE CHEZ GEVELOT

Après refus de la direction de prendre en considération la prime de 10 frs de l'heure et quelques points de moindre importance, exposés dans le cahier de revendications présenté par la C. G. T., celle-ci lance le mot d'ordre de ralentissement de la production (50 % de réduction). La mécanique, élément C.N.T., ne semble pas d'accord avec ce mot d'ordre. La C.G.T. alors invite la mécanique à travailler comme à l'habitude et explique aux camarades des autres ateliers qu'il faudra de l'outillage afin de remettre en route à pleine gomme quand le mouvement serait terminé.

Après quelques jours de grève, la direction propose 2 fr 80 de l'heure à tout le personnel à dater de la reprise du travail normal. Les ouvriers refusent ces conditions ; la C.G.T. fait appel alors à l'inspecteur du travail pour résoudre le différend sur des propositions meilleures. Incapacité de celle-ci, qui se retranche, avec la direction, derrière la loi, mais une offre de 3 frs est faite et qui est de nouveau refusée.

Une quinzaine de jours de discussions s'ensuivit entre la délégation ouvrière et la direction, sans résultat. La section syndicale cégétiste fait appel à Liné du syndicat des métaux pour épauler son syndicat local dont Rivière est le secrétaire. Une entrevue a lieu entre la direction, assistée d'un délégué du syndicat patronal, et la délégation ouvrière assistée de Liné et de Rivière ; aucun accord n'intervient.

Sur cet échec, Liné fait appel à la mécanique pour qu'elle entre dans la bataille ; une réunion est décidée pour le soir même afin de prendre position. Cette réunion eut lieu avec une cinquantaine d'ouvriers presque tous C.N.T. et contre le projet de la C.G.T., à qui ils opposent un ralentissement de la production la diminution des heures de travail en revenant aux quarante heures au lieu de 55 (régime en vigueur). Aucune décision n'est prise ce soir là, vu le peu de monde.

Une réunion est faite le lendemain dans la Cour de l'usine devant la presque totalité des ouvriers de la mécanique. Le secrétaire de la C.G.T. fait des propositions de ralentissement, nos camarades apportent leur point de vue, un vote a lieu et les quarante heures sont adoptées à la majorité.

Les discussions continuent sans amener de résultat. C'est alors que la C.G.T. fait appel à l'action directe, les ouvriers réunis devant la direction, après avoir entendu un orateur local, pénétrèrent dans les locaux de la direction et obligeant cette dernière à venir s'expliquer devant tout le monde en la personne du directeur qui est hué et conspué. Les ouvriers décident qu'ils ne se retireraient pas sans une réponse ferme et qu'ils occuperont l'usine si cela est nécessaire.

La discussion reprend avec une délégation ; quelques points de détail sont arrachés. Le patron arrive l'après-midi pour en finir, mais ne lâche que difficilement quelques améliorations. La grève se termine sur une augmentation de 1 fr. sur les tarifs de base, plus 1 fr. de prime provisionnelle, en attendant les décisions gouvernementales qui doivent être prises incessamment.

Que nous étions loin des 10 frs !

Conclusion : La C.G.T., tout en faisant appel à l'union — toujours à sens unique et à son profit — ne manque pas chaque fois qu'elle le peut de jeter quelques coups de pied en vache à tout le monde, insinuant démagogiquement que nous sommes un syndicat fantôme, non reconnu, etc... et, naturellement, prend tout à son compte avec ses méthodes habituelles de coups de force, de contrainte et de calomnies.

Voici donné dans les détails un raccourci du mouvement, en toute objectivité, avec la physionomie qu'il a eue.

Cette action montre qu'il reste encore beaucoup à faire, mais nous sommes optimistes et c'est avec plus de dynamisme encore que nous affronterons les prochains événements pour faire triompher nos idées.

CHEZ BENDIX (Clichy)

Après entrevue avec la délégation C.G.T., la direction accorde une augmentation provisionnelle de 3 frs de l'heure jusqu'à ce que le gouvernement prenne une décision. Donnant tout d'abord son accord, la section syndicale C.G.T. tout à coup décide la grève perlée et quelle grève perlée !

En effet, les grévistes ? ? assurent la production (si la production de base est de 100 pièces, la production habituelle était, par exemple de 120 pour assurer une prime suffisante. Lesdits grévistes font ces 100 pièces, pas une de moins. La direction par contre retira l'augmentation de 3 frs précédemment accordée et diverses autres primes.

Le personnel de maîtrise pendant environ 12 frs de l'heure protesta. C'est alors qu'il leur fut demandé de dresser la liste des membres du personnel assurant la production et le délégué de l'atelier Vardon (atelier des tours) demanda immédiatement son inscription. La C.G.T. devait trier soigneusement ses représentants.

CHEZ SANGUÉLONGUE (Saint-Ouen)

La grève perlée pour les dix francs a eu pour résultat positif après intervention du délégué local C.G.T., l'incorporation de la prime d'assiduité à la prime de fin de mois.

Cela s'appelle pour la section syndicale C.G.T. une victoire.

Pour les syndiqués C.N.T. cela s'appelle se fiche du personnel que l'on a charge de représenter.

Si l'on considère que l'on a, les maîtres que l'on mérite, c'est parfait ; mais les bulletins de paye ont ouvert les yeux à beaucoup, et nous avons pu constater un premier avertissement par le refus d'acheter la V.O. par bon nombre de syndiqués C.G.T.

Sans commentaires.

DERNIÈRE HEURE

Nous apprenons au moment du tirage la décision du C.N. extraordinaire de la Fédération des Métaux de faire une grève générale de 24 heures pour le premier juillet.

Le syndicat industriel des métaux reviendra sur cette question et en tirera les conclusions qui s'imposent.

Quand on est décidé à faire aboutir des revendications une grève générale ne peut être limitée.